

LE PÈRE LACORDAIRE.

— (Suite.) —

Quand on opposait cette assertion à M. Lacordaire, du temps de *l'Avenir*, il la repoussait comme une odieuse calomnie contre le catholicisme, née de la vicieuse interprétation des textes par des théologiens serviles. « Ce n'est pas le droit du souverain qui vient de Dieu, disait-il, c'est le pouvoir en lui-même ; or, ce pouvoir, Dieu le transmet immédiatement à la communauté, et la communauté le délègue aux individus qu'il lui plaît d'en constituer dépositaires. Voilà la vraie doctrine de l'Eglise. » Si l'on m'objecte que l'encyclique de 1832 a changé tout cela, comme je ne suis pas théologien, je renverrai sur ce point le lecteur à un excellent travail postérieur à l'encyclique, et sorti de la plume d'un prêtre très distingué, inférieur par la parole, mais supérieur par l'intelligence à M. Lacordaire ; il y verra la question sociale posée d'une manière toute différente et bien autrement judicieuse ; il y verra le rationalisme combattu quand il est exclusif du dogme sagement interprété, mais il n'y verra pas calomnie ; et, s'il n'est point convaincu par l'auteur, il sera du moins forcé d'admettre que la foi n'est pas en effet incompatible avec la raison (1).

Après avoir ainsi établi et prouvé l'incompatibilité absolue des deux principes, énumérés les forces de la puissance rationaliste ; rois, ministres, grands seigneurs, bourgeois, nobles esprits, châtres du vrai déchu depuis 1830, etc. M. Lacordaire met d'emblée en ligne contre eux : 10. Cent cinquante millions de catholiques ; 20. cent millions d'autres chrétiens séparés par le schisme du centre de l'unité. Ainsi voilà deux cent cinquante millions d'hommes dont cent millions sont tout justement des rationalistes, car les hérétiques protestants, anglicans, etc., etc., ne sont pas autre chose au point de vue de M. Lacordaire (2), et dont les deux tiers au moins des cent cinquante millions restants sont tous plus ou moins rationalistes, car il n'en est pas un qui ne fasse sur divers points subir à sa foi le contrôle de sa raison ; voilà, dis-je,

(1) Le remarquable travail dont je parle, que l'on trouvera inséré dans le *Dictionnaire de la Conversation*, à l'article *catholicisme*, est de M. l'abbé Gerbert.

(2) M. Lacordaire nous dit, en effet, un peu plus loin, p. 60 : « Rendez la religion protestante, et elle devient pire que le rationalisme, parce qu'elle donne à la division des esprits une sanction divine. » Plus loin il ajoute que « la Prusse marche à la tête du rationalisme européen. »

deux cent cinquante millions d'hommes prêts à descendre tôt ou tard dans l'arène pour soutenir, quoi ? l'introduction du principe de soumission absolue à l'autorité divine, interprétée par le pape, son organe infaillible, dans l'ordre intellectuel, moral social et matériel.

Il est probable que ce moyen d'en finir avec le rationalisme n'a pas paru bien sérieux à l'auteur de la *Lettre sur le Saint-Siège* ; car il l'indique à peine et s'empresse d'en chercher un autre. Sans être plus puissant, celui-ci est plus sérieux ; mais il a dû, ce nous semble, être quelque peu pénible à énoncer pour un homme qui, quatre ans auparavant, prêchait l'association de la religion, de la liberté et du progrès, sur un ton qui effrayait à la fois la papauté et les trônes.

Ne comptant plus sur les peuples, l'auteur de la *Lettre sur le Saint-Siège* prend le parti de s'adresser aux rois, et il commence par leur reprocher d'avoir, même les plus catholiques, affaibli, depuis quatre cents ans, par leurs entreprises, l'établissement divin du christianisme. Qu'y avez-vous gagné ? leur dit-il.

« Il n'existait autrefois que deux puissances régulièrement coordonnées : le sacerdoce et l'empire ; aujourd'hui trois puissances gouvernent les affaires humaines : la puissance spirituelle catholique, la puissance spirituelle rationaliste et le pouvoir temporel. Les souverains doivent avoir appris, par une expérience de cinquante années, si cette nouvelle distribution de la force morale a mieux cimenté leurs trônes et mieux servi que l'Eglise à la félicité des nations. Quel est l'écoulier qui ne s'attaque, s'il lui plaît, à la majesté des rois, et qui ne leur crie fièrement, du bout de sa plume : Qui êtes-vous et d'où venez-vous ? N'êtes-vous pas une poussière sortie du peuple pour retourner au peuple ? Et enfin, sans en dire davantage, l'état du monde parle assez. — Lorsque le temps aura donc fait justice des malheureuses théories qui, en asservissant l'Eglise, lui ont enlevé une grande partie de son action sociale, il sera facile de savoir quel remède y porter. On connaît que l'art de gouverner les hommes ne consiste pas à lâcher sur eux la liberté du mal, en mettant le bien sous une main sûre garde. »

Voilà donc la conclusion sociale, voilà le couronnement de la doctrine actuelle de M. Lacordaire. Il n'existait, en effet, autrefois que deux puissances prétendant avoir reçu directement de Dieu la propriété intellectuelle et matérielle des nations, le droit d'usage et d'abus de l'humanité. Mais heureusement pour l'humanité qu'inconciliables dans leurs prétentions respectives, ces deux puissances se choquaient avec fracas au milieu des ténèbres du moyen-âge ; tantôt c'était l'empire qui soufflait et renversait la papauté ; tantôt c'était la papauté qui déposait

l'empire et le forçait à venir lui baiser les pieds. Chacun des deux pouvoirs, quand il se trouvait le plus faible, parlait tour à tour aux peuples asservis le langage du droit et de la liberté. Instruit par eux-mêmes, éclairé par leurs luttes, l'esprit humain croissait sous l'œil de Dieu.

Quand ils le virent ainsi grandir et s'apprêter à s'immiscer dans la querelle, ils s'unirent contre lui, et pendant plusieurs siècles, ils s'efforcèrent de tracer, autour de la pensée humaine, le cercle inflexible de Popilius. Vains efforts ! A travers les flammes des auto-da-fé, les murs des cachots, les fureurs des guerres religieuses, les bulles d'excommunication, les lits de justice et édits royaux, la raison se fit jour entre les deux puissances, et déjà, au XVIIIe siècle, au moment où la voix de Fénélon, parlant au nom de l'humanité, disait au pouvoir temporel, représenté par le plus absolu des monarques : « Ce ne sont pas les peuples qui sont faits pour les rois ; ce sont au contraire, les rois qui sont faits pour les peuples ; » la voix de Bossuet, parlant au nom de tous les évêques de France, disait à la papauté : « Le concile général est au dessus du pape ; le pape n'a aucun pouvoir sur le temporel des rois ; il ne peut ni les déposer, ni délier les peuples de leurs serments ; il ne doit rien faire de contraire aux maximes établies par les conciles, dont le consentement seul peut rendre ses décisions authentiques ; le pape, enfin, n'est infaillible qu'à la tête de l'Eglise assemblée. »

Héritier de ses maximes, le XVIIIe siècle, que l'on peut bien combattre, puisqu'il eut le tort de confondre dans une même haine la religion et les abus de la religion, le pouvoir et les abus du pouvoir, mais que l'on doit bien se garder de calomnier, car c'est à lui que nous devons les deux bases capitales de la société moderne ; héritier de ces maximes, le XVIIIe siècle le féconda, les développa, et en tira deux grands principes qui devaient se purifier au milieu des flammes révolutionnaires, pour resplendir un jour sur le monde entier : en religion, le principe de la liberté de conscience, principe sublime méconnu par l'antiquité, vainement invoqué par les premiers chrétiens quand, soumis aux lois de l'empire, ils ne demandaient à leurs bourreaux que de les laisser vivre en paix avec leur croyance et Dieu ; principe que le christianisme, à son tour devenu puissance et oublieux des préceptes de Jésus-Christ, méconnut tant de fois ; et enfin, en politique, le principe de la délégation conditionnelle du pouvoir par les gouvernés aux gouvernants.

Et ce sont ces deux conquêtes, acquises par nous au prix du sang et des larmes de tant de générations, que l'on voudrait aujourd'hui anéantir

en supprimant d'un trait de plume la puissance qui en est à la fois le résultat et la sauvegarde, ce qu'on appelle la *puissance spirituelle rationaliste*, c'est-à-dire la grande voix de la raison générale, la force invincible de l'opinion libre et toujours prête à s'interposer entre les deux représentants de l'autorité religieuse et de l'autorité politique, pour les empêcher, soit d'abuser d'eux-mêmes chacun dans leur sphère, soit de se détruire l'un l'autre, soit de s'unir pour l'asservissement de l'humanité !

Cependant l'on n'ignore pas que ces deux figures rivales, que l'on voudrait ressusciter, loin de donner la paix au monde, lui imprimèrent, au contraire, par leur discordance, une agitation éternelle, de laquelle est justement sorti cet odieux rationalisme. Aussi voit-on que la lutte a fait tout le mal, et que la faute en est au pouvoir temporel ; d'où la conséquence toute naturelle, que le seul moyen d'éviter cette lutte pour l'avenir serait la soumission absolue de ce pouvoir à l'autre. Pourquoi pas le dire tout simplement ? pourquoi, quand on copie M. de Maistre, ne pas le copier tout-à-fait ?

Mais M. Lacordaire, et cela fait honneur à sa bonne foi, est peut-être la tête la moins logique de toutes les têtes illustres que nous avons déjà vues passer sous nos yeux. Les idées de son temps luttent perpétuellement en lui avec je ne sais quelle évocation fantasmagorique du moyen-âge, non-seulement dans sa parole, qui semble un éloquent écho de deux voix discordantes, mais encore dans ses livres ; car, si j'ouvre, à la suite de sa *Lettre sur le Saint-Siège*, le *Mémoire pour le rétablissement des Frères Prêcheurs*, j'y trouve, d'un côté, de très-belles pages sur la tolérance que la vérité doit à l'erreur, des efforts pénibles et malheureux pour justifier l'Ordre de saint Dominique de toute participation aux horreurs de l'Inquisition, justification inutile en elle-même, car le siècle est trop éclairé pour prétendre imposer au présent la responsabilité du passé, et faire peser sur les Dominicains actuels la barbarie de leurs prédécesseurs, barbarie que ces derniers recevaient de leur temps. Et puis, tout à coup, voilà qu'après de vains efforts pour justifier les personnes, M. Lacordaire entreprend de glorifier l'institution en elle-même en qualifiant l'Inquisition de « tribunal flexible », qui ne renvoyait jamais au bras séculier que l'immense minorité des accusés, et sauva des milliers d'hommes qui, sans elle, eussent péri par les tribunaux ordinaires (3). Le tout accompagné de cette dé-

(3) Pour faire preuve d'impartialité, M. Lacordaire cite en faveur de son thème divers auteurs protestants, écrivant en Hollande sur l'Inquisition d'Espagne qui fut, on le sait, la plus atroce de toutes. Mais ce qui paraît

clamation, qui vaut bien, dans son genre, toutes les déclamations anti-religieuses justement reprochées à Voltaire ;

« Est-ce bien à notre siècle à se plaindre de l'Inquisition ? A-t-il fondé la liberté des cultes, dont il parle tant ? et ne vivons-nous pas en plein régime d'Inquisition, avec un mensonge de plus ?... On entend des orateurs dénoncer à la tribune le moindre bruit religieux, et l'on croirait qu'ils passent leur vie à écouter si quelque poitrine française ne bat pas chrétien-nement contre une autre poitrine. Qu'eût fait de plus l'Inquisition ? » De telles sorties se réfutent suffisamment par elles-mêmes.

Si j'ouvre la *Vie de Saint-Dominique*, légende éloquent, écrite de ce style poétique et harmonieux propre à M. Lacordaire, j'y trouve, à côté d'une certaine manière de traiter l'hérésie qui sent son moyen-âge d'une lieue, à côté d'une exposition historique suspecte de cette guerre contre les Albigeois, que M. de Chateaubriand a justement qualifiée un des plus abominables épisodes de notre histoire, j'y trouve, dis-je, l'intention de prouver non-seulement que saint Dominique, l'un des deux héros de cette croisade, a été calomnié, ce qui est bien possible, mais encore que le fameux Dominicain y joua le rôle d'un homme nouveau, incapable d'admettre contre la croyance de son prochain d'autre argument que la persuasion ; et comme les documents sont rares, vu qu'une idée de ce genre était alors bien rare, M. Lacordaire n'en trouve pas de meilleur à citer que celui-ci :

« Quelques hérétiques, dit Thierry d'Apolda, ayant été pris et convaincus dans le pays de Toulouse, furent remis au bras séculier et condamnés au feu. Dominique regarda l'un d'eux avec un cœur initié aux secrets de Dieu, et il dit aux officiers de la cour : « Mettez à part celui-ci et gardez-vous de le brûler. » Puis, se tournant vers l'hérétique avec une grande douceur : « Je sais, mon fils, lui dit-il, qu'il vous faudra du temps, mais qu'enfin vous deviendrez bon et saint. »

singulier, c'est que M. Lacordaire, citant une assez grande quantité d'écrivains, ne dise pas un seul mot, même pour le réfuter, d'un livre qui est aujourd'hui dans toutes les mains, d'un livre exécuté sur des pièces authentiques par un des derniers secrétaires de l'Inquisition d'Espagne, par un écrivain catholique et comme tel plus disposé à affaiblir le tableau qu'à le charger, en un mot, de l'histoire de l'Inquisition d'Espagne, par Llorente. Le silence absolu de M. Lacordaire sur ce livre est d'autant plus difficile à concevoir, que l'ouvrage de Llorente renferme sur divers points des documents détruisant radicalement les assertions de l'auteur du *Mémoire*. Cette notice étant déjà bien longue, je ne puis qu'indiquer au lecteur les moyens de faire lui-même le rapprochement.

(A continuer.)

Feuilleton de la Revue Canadienne.

HISTOIRE DES GIRONDINS,

PAR M. A. DE LAMARTINE.

Madame Roland.

XIII.

« Cependant la révolution de 89 avait sonné, et était venue la surprendre au sein de cette retraite. Enivrée de philosophie, passionnée pour l'idéal de l'humanité, adoratrice de la liberté antique, elle s'enflamma dès la première étincelle à ce foyer d'idées nouvelles ; elle crut de bonne foi que cette révolution, comme un enfantement sans douleur, allait régénérer l'espèce humaine, détruire la misère de la classe malheureuse, sur laquelle elle s'attendrissait, et renouveler la face du monde. Il y a de l'imagination jusque dans la pitié des grandes âmes. L'illusion générale de la France, à cette époque, était égale à l'œuvre que la France avait à accomplir. Si elle n'avait pas tant espéré, elle n'eût rien osé. Sa foi fut sa force.

« De ce jour, madame Roland sentit s'allumer en elle un feu qui ne devait plus s'éteindre que dans son sang. Tout l'amour oisif qui sommeillait dans son âme se convertit en enthousiasme et en passion pour l'humanité. Sa sensibilité trompée, trop ardente sans doute pour un seul homme, se répandit sur tout un peuple. Elle aimait la révolution comme une amante. Elle communiqua cette flamme à son mari et à ses amis. Toute sa passion contenue se versa dans ses opinions. Elle se vengea de sa destinée, qui lui refusait le bonheur pour elle-même, en se consumant pour le bonheur des autres. Heureuse et aimée, elle n'eût été qu'une femme ; malheureuse et isolée, elle devint un chef de parti. »

(Ici l'auteur fait le portrait de la société de madame Roland.)

XVI.

« L'objet de ces réunions était de conférer secrètement sur les faiblesses de l'assemblée constituante, sur les pièges que l'aristocratie tendait à la révolution entravée, et sur la marche à imprimer aux opinions atténuées pour achever de consolider le triomphe. Ils choisirent la maison de madame Roland, parce que cette maison était située dans un quartier également rapproché du logement de tous les membres qui devaient s'y rencontrer. Comme dans la conspiration d'Harmodius, c'était une femme qui tenait le flambeau pour éclairer les conspirateurs.

« Madame Roland se trouvait ainsi jetée, dès les premiers jours, au centre des mouvements. Sa main invisible touchait les premiers fils de la trame encore confuse qui devait dérouler les plus grands événements. Ce rôle, le seul que lui permit son sexe, flattait à la fois son orgueil de femme et sa passion politique. Elle le ménaça avec cette modestie qui eût été en elle le chef-d'œuvre de l'habileté, si elle n'eût été le don de sa nature. Placée hors du cercle, près d'une table à ouvrage, elle travaillait des mains, ou écrivait ses lettres, tout en écoutant avec une

apparente indifférence les discussions de ses amis. Souvent tentée d'y prendre part, elle se montrait les lèvres pour réprimer sa pensée. Ame d'énergie et d'action, la longueur et la diffusion verbale de ces conseils sans résultat lui inspiraient un secret mépris. L'action s'élevait en paroles, et l'heure passait emportant avec elle l'occasion, qui ne revient plus.

« Bientôt les victoires de l'assemblée constituante énervèrent les vainqueurs. Les chefs de cette assemblée reculèrent devant leur propre ouvrage, et pactisèrent avec l'aristocratie et avec le trône pour accorder au roi la révision de la constitution dans un esprit plus monarchique. Les députés qui se réunissaient chez madame Roland se dispersèrent et se découragèrent. Il ne resta plus sur la fin que ce petit nombre d'hommes inébranlables qui s'attachent aux principes indépendamment de leur succès, et qui s'attachent aux causes désespérées avec d'autant plus de force que la fortune semble les trahir davantage. Buzot, Péthion et Robespierre furent de ce nombre.

XVII.

« Il y a pour l'histoire une curiosité sinistre à voir la première impression que fit sur madame Roland l'homme qui, réchauffé dans son sein et conspirant alors avec elle, devait un jour renverser la puissance de ses amis, les implanter en masse, et l'envoyer elle-même à l'échafaud. Nul sentiment répulsif ne paraît à cette époque avertir cette femme qu'elle conspire sa propre mort en conspirant la fortune de Robespierre. Si elle a quelque crainte vague, cette crainte est aussitôt couverte par une pitié qui ressemble presque au mépris. Robespierre lui parut un honnête homme. En faveur de ses principes, elle lui pardonna son mauvais langage et son fastidieux débit. Robespierre, comme tout homme d'une seule pensée, respirait l'ennui. Cependant elle avait remarqué qu'il était toujours concentré dans ses comités, qu'il ne se livrait pas, qu'il écoutait tous les avis avant de donner le sien, et qu'il ne se donnait pas la peine de le motiver. Comme les hommes impérieux, sa conviction lui paraissait une raison suffisante. Le lendemain, il montait à la tribune, et profitant pour sa renommée des discussions intimes qu'il avait entendues la veille, il devançait l'heure de l'action concertée avec ses amis, et évenait ainsi le plan de conduite. On l'en blâmait chez madame Roland ; il s'en excusait avec légèreté. On attribuait ces torts à la jeunesse et à l'impatience de son amour-propre. Madame Roland, persuadée que ce jeune homme aimait passionnément la liberté, prenait sa réserve pour de la timidité, et ses trahisons pour de l'indépendance. La cause commune couvrait tout. La partialité transforme les plus sinistres indices en faveur ou en indulgence. « Il défend les principes avec chaleur et opiniâtreté, dit-elle ; il y a du courage à lui de défendre seul au temps où le nombre des défenseurs du peuple est prodigieusement réduit. La cour le haït, nous devons donc l'aimer. J'estime Robespierre sous ce rapport, je le lui témoigne ; et alors même qu'il est peu assidu au petit comité du soir il vient de temps en temps me demander à dîner. J'avais été frappée de la terreur dont il parut pénétré le jour de la fuite du roi à Varennes. Il dit le soir, chez Péthion, que

« la famille royale n'avait pas pris ce parti sans avoir préparé dans Paris une Saint-Barthélemy de patriotes, et qu'il s'attendait à mourir avant vingt-quatre heures. Péthion, Buzot, Roland disaient, au contraire, que cette fuite du roi était son abdication, qu'il fallait en profiter pour préparer les esprits à la république. Robespierre, ricanant et se rongant les ongles comme à l'ordinaire, demandait ce que c'était qu'une république. »

« A la même époque, madame Roland s'était livrée, pour sauver les jours de Robespierre, à un de ces premiers mouvements qui révèlent une amitié courageuse et qui laissent des traces dans la mémoire même des ingrats. Après le massacre du Champ-de-Mars, Robespierre, accusé d'avoir conspiré avec les rédacteurs de la pétition de déchéance, et menacé comme factieux de la vengeance de la garde nationale, fut obligé de se cacher. Madame Roland, accompagnée de son mari, se fit conduire, à onze heures du soir, dans sa retraite au fond du Marais, pour lui offrir un asile plus sûr dans leur propre maison. Il avait déjà fui son domicile. Madame Roland se rendit de là chez Buzot, leur ami commun, et le conjura d'aller aux Feuillants, où il était influent alors, et de se hâter de disculper Robespierre avant que le décret d'accusation fût lancé contre lui.

« Buzot hésita un moment, puis : « Je ferai tout, dit-il, pour sauver ce malheureux jeune homme, quoique je sois loin de partager l'opinion de certaines personnes sur son compte. « Il songe trop à lui pour aimer la liberté ; mais il la sert, et cela me suffit. Je serai là pour le défendre. » Ainsi, trois victimes futures de Robespierre conspiraient, la nuit et à son insu, le salut de l'homme par qui elles devaient mourir. La destinée est un mystère d'où sortent les plus étranges coïncidences, et qui ne tend pas moins de pièges aux hommes par leurs vertus que par leurs crimes. La mort est partout ; mais quelque soit le sort, la vertu seule ne se repent pas. Sous les cachots de la Conciergerie, madame Roland se souvint avec complaisance de cette nuit. Si Robespierre s'en souvint dans sa puissance, ce souvenir fut plus froid sur son cœur que la hache du bourreau. »

LA JOURNÉE DU 20 JUIN.

« Le succès qui accueillit l'ouvrage de M. de Lamartine est prodigieux. *L'Histoire des Girondins* est jugée. Dix mille exemplaires enlevés depuis son apparition font de ce livre incomparable le plus beau succès de l'époque. Aussi sommes-nous bien certains de ne point être importuns à nos lecteurs en détachant de cette magnifique épopée de la Révolution un nouvel épisode écrit avec l'éloquence et l'intérêt qui sont les principales qualités de M. de Lamartine. La journée du 20 juin a déjà eu plus d'un historien, jamais elle n'en trouvera un plus digne. On sent que M. de Lamartine comprend l'histoire en poète et qu'il la traite en orateur.

« Après avoir décrit les intrigues ténébreuses qui préludent à la grande scène qu'il va peindre après avoir passé en revue les chefs infimes de cette émeute, qui ne furent d'ailleurs eux-mêmes que les instruments apparens de meneurs haut placés, mais intéressés à rester dans l'ombre, l'écrivain continue ainsi : »

C'est sous ces auspices que s'ouvrit la journée du 20 juin. Un second conciliabule, plus secret et moins nombreux, avait réuni chez Sauter, la nuit du 19 au 20, les hommes d'exécution. Ils ne s'étaient séparés qu'à minuit. Chacun d'eux s'était rendu à son poste, avait réveillé ses hommes les plus affidés et les avait distribués par petites groupes, pour recueillir et pour ramasser les ouvriers à mesure qu'ils sortaient de leurs demeures. Sauter avait répondu de l'immobilité de la garde nationale. « Soyez tranquilles, dit-il aux conjurés, Péthion sera là. »

Péthion, en effet, avait ordonné la veille aux bataillons de la garde nationale de se trouver sous les armes, non pour s'opposer à la marche des colonnes du peuple, mais pour fraterniser avec les pétitionnaires et pour faire cortège à la sédition. Cette mesure équivoque sauvait à la fois la responsabilité de Péthion devant le directeur du département, et sa complicité devant le peuple attroupé. Il disait aux uns, je veille ; il disait aux autres : je marche avec vous.

Au point du jour ces bataillons étaient rassemblés, les armes en faisceaux, sur toutes les grandes places. Sauter haranguait le sien sur les ruines de la Bastille. Autour de lui affluait, l'heure en heure, un peuple immense, agité, impatient, prêt à fondre sur la ville au signal qui lui serait donné. Des uniformes s'y mêlaient aux haillons de l'indigence. Des détachements d'invalides, de gendarmes, des gardes nationaux des volontaires y recevaient les ordres de Sauter et les répétaient à la foule. Une discipline instinctive présidait au désordre. L'aspect à la fois populaire et militaire de ce camp du peuple donnait au rassemblement le caractère d'une expédition plutôt que celui d'une émeute. Cette foule reconnaissait ses chefs, manœuvrait à leurs commandements, suivait ses drapeaux, obéissait à leur voix, suspendait même son impatience pour attendre les renforts et donner aux peletons isolés l'apparence et l'ensemble de mouvements simultanés. Sauter, à cheval, entouré d'un état-major d'hommes des faubourgs, donnait ses ordres, fraternisait avec les citoyens, tendait la main aux insurgés, recommandait le silence, la dignité au peuple et formait lentement ses colonnes de marche.

A onze heures, le peuple se mit en mouvement vers le quartier des Tuileries. On évaluait à vingt mille le nombre des hommes qui partirent de la place de la Bastille. Ils étaient divisés en trois corps : le premier, composé de bataillons des faubourgs, armés de baïonnettes et de sabres, obéissait à Sauter ; le second, formé d'hommes du peuple, sans armes ou armés de piques et de bâtons, marchait sous les ordres du démagogue Saint-Huruge ; le troisième, horde, pêle-mêle confus d'hommes en haillons, de femmes et d'enfants, suivait en désordre une jeune et belle femme, vêtue en homme, un sabre à la main, un fusil sur l'épaule et assise sur un canon traîné par des ouvriers aux bras nus. C'était Théroigne de Méricourt.

On connaissait Sauter, c'était le roi des faubourgs. Saint-Huruge était depuis 89 le grand agitateur du Palais-Royal.

Le marquis de Saint-Huruge, né à Mâcon, d'une famille noble et riche, était un de ces hommes de tumulte qui semblent personnifier en eux les masses. Doué d'une haute stature, d'une

figure martiale, sa voix tonnait par dessus le mugissement de la multitude. Il avait ses agitations, ses fureurs, ses repentins, quelquefois aussi ses lâchetés. Son âme n'était pas cruelle, mais sa tête n'était pas saine. Trop aristocrate pour être envieux, trop riche pour être spoliateur, trop léger d'esprit pour être fanatique de principes, la révolution l'entraînait comme le courant entraîne le regard, par le vertige. Il y avait de la démence dans sa vie ; il aimait la révolution en mouvement, parce qu'elle ressemblait à la démence. Jeune encore, il avait prostitué son nom, sa fortune, son honneur au jeu, au plaisir, à la débauche. Il avait, au Palais-Royal et dans les quartiers du désordre, la célébrité du scandale. Tout le monde le connaissait. Sa famille l'avait fait enfermer à la Bastille. Le 14 juillet l'avait délivré. Il avait juré vengeance, il tenait son serment. Complice volontaire et infatigable de toutes les factions, il s'était offert sans salaire au duc d'Orléans, à Mirabeau, à Danton, à Camille Desmoulins, aux Girondins, à Robespierre : toujours du parti qui voulait aller le plus loin, toujours de l'émeute qui promettait le plus de ruines. Eveillé avant le jour, présent dans tous les clubs, rôdant dans la nuit, il accourait au moindre bruit pour le grossir, au moindre attroupement pour l'entraîner. Il s'enflammait de la passion commune avant de la comprendre ; sa voix, son geste, l'égarément de ses traits, multipliaient cette passion autour de lui. Il vociférait le trouble, il semait la fièvre, il électrisait les masses indécises, il faisait le courant et on le suivait : il était à lui seul une sédition.

Après Saint-Huruge marchait Théroigne de Méricourt. Théroigne ou Lambertine de Méricourt, qui commandait le troisième corps de l'armée des faubourgs, était connue du peuple sous le nom de la *belle Liégeoise*. La Révolution française l'avait attirée à Paris, comme le tourbillon attire les choses mobiles. C'était la Jeanne d'Arc impure de la place publique. L'amour outragé l'avait jetée dans le désordre ; le vice, dont elle rougissait, lui donnait la soif de la vengeance. En frappant les aristocrates, elle croyait réhabiliter son honneur : elle lavait sa honte dans le sang.

Née au village de Méricourt, dans les environs de Liège, d'une famille de riches cultivateurs, elle avait reçu l'éducation des classes élevées. A dix-sept ans, son éclatante beauté avait attiré l'attention d'un jeune seigneur des bords du Rhin dont le château était voisin de la demeure de la jeune fille. Aimée, séduite, abandonnée, elle s'était échappée de la maison paternelle et s'était réfugiée en Angleterre. Après quelques mois de séjour à Londres, elle passa en France. Recommandée à Mirabeau, elle connut par lui Sieyès, Joseph Chénier, Danton, Ronsin, Brissot, Camille Desmoulins. Romme, républicain mystique, alluma en elle le feu de l'illuminisme allemand. La jeunesse, l'amour, la vengeance, le contact avec ce foyer d'une révolution avaient échauffé sa tête. Elle vécut dans l'ivresse des passions, des idées et des plaisirs. D'abord attachée aux grands novateurs de 89, elle avait glissé de leurs bras dans les bras de riches voluptueux qui payaient chèrement ses charmes.

(A continuer.)